



29 mars 2019

LES GILETS JAUNES ET LA CRISE

Pierre HÉRITIER

"LES GILETS JAUNES SERAIENT-ILS LES MUTINS DE LA MER NOIRE OU LES LUTINS DE LA MER ROUGE ?

" Bâbord ou Tribord ?

"Capitaine, capitaine, ça y est ! Ils ont hissé leur pavillon ! Putain, c'est une sorte de gilet jaune !"

"Dis Matelot, ça serait pas un gilet jaune qui tire sur le gris ?" "Mais non mon Capitaine, c'est plutôt un jaune qui tire sur le rouge, ou le noir peut-être. C'est ça, rouge et noir ! Je vois aussi un peu de vert."

"Dis Matelot, t'es quoi, tu ne serais pas daltonien ?"

Deuxième Matelot : "Mais mon capitaine, vous ne voyez pas les mêmes couleurs. Vous comprenez, vous n'avez pas les mêmes lunettes. Mais lisez Lasaire, (Internet : www.lasaire.net) vous y verrez clair".

Faut tout lire, pas de quartier !

Merde alors ...

SOMMAIRE

- 0) En guise d'avertissement
- 1) Qui sont les gilets jaunes ?
- 2) D'où vient le phénomène ?
- 3) Sortir ensemble par le haut

Annexe I : "la parole aux riches ils l'ont bien méritée"

Annexe II : "Mais ... où sont passés les syndicats ?"

Avertissement

Ce texte n'est pas un produit fini mais une contribution destinée à susciter et provoquer le débat au sein de Lasaire et des différents groupes. Le bureau a jugé utile de le diffuser en l'état de "Note de Travail", pour indiquer que la note n'est pas totalement bouclée.

Comment d'ailleurs produire un document achevé alors que le mouvement continue et qu'il est évolutif, dans ses modes d'action, dans son expression et dans une moindre mesure, dans la composition sociale de ses phases ...

Le caractère permanent réside dans les caractéristiques sociales de ce peuple de France en colère ... mais aussi dans le caractère "typé" aussi des regards qui sont portés. Là est aussi l'illustration du rôle centrifugeur de cette crise, de ces crises, liées à la nature même de cette mondialisation néolibérale ... dont il faudrait aussi analyser les conséquences géopolitiques et la violence – ou plutôt les violences – qu'elle suscite. Pour l'heure, ici et maintenant, "le fractionnement" du ou des prolétariat(s), des couches sociales susceptibles de s'opposer – parce qu'elles y ont intérêt – aux politiques de dérégulation constitue un facteur déterminant de la difficulté d'émergence d'une alternative sociale ou politique au capitalisme financier porté par ce "nouveau" libéralisme. En 1968, ces couches faisaient corps avec une classe ouvrière importante et reconnue. Celle-ci était idéologiquement divisée mais socialement homogène. Aujourd'hui les divisions sociales, les oppositions parfois, constituent un frein à la constitution d'un rassemblement et d'alliances capables de dépasser le système.

Bien sûr, ces situations sont porteuses de risques pour la démocratie. Mais il importe de bien identifier qui sont les perdants, qui sont les gagnants de cette mondialisation libérale et de ne pas abandonner les premiers à ceux qui veulent surfer sur la crise pour prendre le pouvoir ou renforcer leur influence. Peut-être même, n'ont-ils pas besoin de disposer du pouvoir pour que ceux qui l'exercent mènent en eux leurs idées : l'ordre, l'usage de la force, le recul de l'Etat de droit, les politiques de blocage contre l'immigration... peuvent nourrir certaines forces et ceux qui nous gouvernent.

Bref, il ne faut pas confondre la crise dont André Gauron nous rappelle "les racines"¹ avec les conséquences, les symptômes, les manifestations de cette crise. Sur le plan intérieur, comme sur le plan mondial, ce libéralisme, au service de l'économie financière, suscite moult formes de rejets et alimente les divisions et les conflits.

¹ Texte Lasaire "les racines de la crise" par André Gauron

I) QUI SONT LES GILETS JAUNES ?

Je me suis livré à un gros travail de compilation de la presse, la relecture des témoignages et bien sûr la reprise de la "première étude" dont j'ai eu connaissance et qui a été publiée dans "Le Monde" de façon très détaillée. J'ai aussi eu recours à la note de Claude Seibel et aux interprétations qu'elle suggère. Récemment à une étude universitaire faite à Bordeaux. Mais aussi des notes de Médiapart, des études d'historiens, d'universitaires, etc ...

Parmi "les grands témoins" auxquels je me réfère : Philippe St Etienne (la désindustrialisation), Pascal Perrineau (le Directeur du CEVIPOF), Jean Viard (sociologue, spécialiste des mouvements sociaux) et d'autres habitués de "C dans l'air". J'ai aussi, lors des manifestations, ou en dehors, discuté avec les Gilets Jaunes. Et, bien sûr les travaux de Lasaire sur l'industrie (en particulier Michel Fried, André Gauron).

Pour établir une approche sociologique – et non idéaliste ou idéologique – des Gilets, j'ai tenu compte de plusieurs critères, sachant que le concept de "classes sociales" est aujourd'hui difficile à intégrer comme base d'analyse (Marx + Bourdieu+++):

- 1) Bien sûr, **la fracture territoriale**, qui à mon avis recoupe les autres caractéristiques. On ne peut la décrypter sans tenir compte du "**foncier**" comme clé d'assignation à résidence des populations (cf. cahier Lasaire, Joël Maurice, Pierre Héritier) et des **politiques du logement** (Chirac et surtout Sarko) inverses de **l'Allemagne**, suscitées pour **redonner un souffle à l'économie**, par la construction de ces zones pavillonnaires "hors tout" où se trouvent ces "HLM" à l'horizontal" dans des secteurs dépourvus de services, publics et commerciaux, et de transports collectifs. Les territoires oubliés, souvent délaissés par la grande entreprise qui abandonne ses sous-traitants éloignés des Métropoles qui drainent aujourd'hui le dynamisme lié à la présence du tertiaire supérieur.
- 2) **L'intégration dans l'emploi** : pérennité/précarité (pas seulement une question de CDD ou de CDI), public/privé, capacité d'évolution et de rebondir. A la fois, l'emploi et la possibilité de changer d'emploi. Mais aussi, le secteur d'activité, la taille de l'entreprise, etc ... (le salaire permet de situer) sans oublier la présence et surtout l'absence de syndicats.
- 3) **L'héritage culturel et matériel** : un aspect essentiel où l'on retrouve l'échec scolaire, le niveau plus ou moins élevé du niveau scolaire, mais aussi la nature des formations, des filières et des diplômes, tout cela lié à l'héritage familial bien sûr. La formation professionnelle, plus ou moins fermée (un métier, un emploi) ou plus ou moins ouverte (aptitude ou changement). La formation continue "tout au long de la vie" qui reste pour beaucoup une formule creuse.
- 4) Le niveau de **rémunération et de revenus** est un indicateur fort avec l'héritage culturel et matériel : les gagnants, les perdants, le déclassement, la peur du déclassement, l'inquiétude pour les enfants, les petits-enfants ...

- 5) Là encore le constat permet de distinguer public/privé, TPE-PMI et entreprises du CAC 40, artisans auto entrepreneurs, etc ...

Quelques points de repères sur les revenus et la situation sociale des gilets jaunes :

Les Gilets Jaunes sont-ils pauvres ? Ils ne sont pas riches ... Ce ne sont pas des exclus, ce sont majoritairement des actifs assez jeunes (des quadras). Ils sont majoritairement catalogués dans les couches moyennes. Mais les "classes moyennes" (concept vague s'il en est) sont grignotées par la paupérisation, la prolétarianisation (déclassement, crainte du déclassement, difficulté de maintenir son mode de vie). A cela j'ajouterais un nouveau critère : l'avenir des enfants et petits-enfants. Ces catégories qui ont vu leur revenu progresser, constatent que leurs descendants vont régresser, que parfois ils galèrent.

Certes les Gilets Jaunes **ne se situent pas** dans la catégorie de la **très grande pauvreté**. Ce ne sont **pas des exclus**, pas tous, **ce sont des actifs ou des retraités avec de petites retraites**. Toutefois 10 % d'entre eux vivent en-dessous du seuil de pauvreté. Sauf erreur, c'est l'exacte proportion que l'on retrouve dans la population française.

Ce ne sont pas des pauvres mais ils ne figurent pas parmi les gagnants ou les bobos. Ils se distinguent et des précaires et de la petite bourgeoisie. Le revenu moyen **pour un couple** est de **1 700 € par mois**. Ce chiffre pour un couple est très en dessous des moyennes si l'on compare à un couple d'employés ou d'ouvriers. Le tableau montre les écarts après redistribution.

La majorité d'entre eux se situent dans les **catégories "fragiles"** qui ont **du mal à boucler les fins de mois**. Ceux qui appartiennent aux classes moyennes font partie de la fraction basse qui subit la **paupérisation et/ou la prolétarianisation** (sentiment de déclassement). Leur bagage (formation initiale, formation professionnelle) les rend vulnérables en cas de changement.

Il serait intéressant de connaître leur filière de formation, la nature du diplôme, quel Bac, le mode d'organisation du travail (surtout) et la possibilité de formation continue. En effet, l'organisation qualifiante du travail est un facteur de progrès qui développe les capacités d'adaptation. Le risque, lié à la fragilité, est accentué parce qu'ils sont nombreux dans le secteur privé, **plutôt dans les TPE ou PMI que dans les entreprises du CAC 40**. Certains se disent travailleurs isolés, beaucoup d'aides ménagères.

Les employé(e)s sont sur représenté(e)s. Les cadres sous-représentés. Les indépendants ² (au début du mouvement) faiblement représentés dans les Gilets jaunes mais assez proches de ce qu'ils représentent dans la société. Les ouvriers sous représentés mais beaucoup mieux représentés que les cadres. Pour Pascal Perrineaud, c'est le peuple de France.

Les femmes sont très bien représentées, très actives, et figurent parmi **les leaders**. Elles sont, dit "le Monde", **d'origine populaire**, ça se sent, ça se voit, ça se vérifie. D'ailleurs les

² Petits patrons, auto entrepreneurs, commerçants et artisans souvent menacés par les évolutions.

catégories supérieures sont totalement absentes. Dans ce mouvement, **elles ont émergé** sans doute **parce qu'il n'était pas structuré** avec toute la pyramide hiérarchique habituelle (AG, Conseil, Bureau) etc ...

Toutefois une partie d'entre eux ont un Bac + 4, un diplôme de l'enseignement supérieur. Ce sont eux qui discutent le plus facilement. Le "diplôme" ou plutôt le niveau de formation, va-t-il, comme dans la société globale, comme dans les syndicats et dans les organismes de la société politique et civile produire un système naturel de "**d'accès du pouvoir**" (voire de confiscation de fait du pouvoir)? Compte tenu de la crise de l'éducation populaire, de la prédominance du savoir sur l'expérience, c'est un phénomène largement constaté. Pour l'instant le risque n'est pas visible. D'autant que les gens qui parlent sont strictement contrôlés par les collectifs présents.

"Ce mode de fonctionnement, déroutant pour l'extérieur, protège une certaine égalité. Il a un double inconvénient : il ne permet pas de produire un ou des interlocuteurs ; par ailleurs l'égalité du temps de parole n'est pas toujours propice à l'analyse, l'instruction des dossiers et des situations, l'approfondissement d'un sujet, d'une perspective, d'une stratégie".

Claude Seibel glisse l'idée que ce sont **les enfants perdus de l'industrie, ou les enfants des enfants**, l'industrie qui produisait massivement des emplois (Philippe St Etienne le dit aussi) et des emplois peu qualifiés. **Le recul de l'industrie (colossal)** et l'introduction des nouvelles technologies vont **réduire**, voire supprimer le besoin de main d'œuvre peu qualifiée. Toutefois, les Gilets n'entrent pas de la catégorie de l'illettrisme et **beaucoup ont un diplôme**.

Le déclin de l'industrie se traduit localement par des usines qui ferment, souvent la seule usine du pays qui ferme. Depuis 1984 nous avons vu fondre les effectifs de l'industrie en France. Je me souviens à cette époque de la liquidation de Talbot. L'événement avait provoqué un débat difficile dans la CFDT et je me trouvais l'animateur en charge de ce débat. Les visages étaient sombres. Les interventions musclées. Soudain un ange passe. Il pose son aile sur mon épaule et me glisse dans l'oreille : "allons, Pierre, tu ne vas pas pleurer. Cette recomposition du paysage de l'emploi n'est pas défavorable à la CFDT". L'ange s'envole. Je me retrouve seul en face des copains des métaux, de la chimie, du textile ... et avec leurs questions et leurs angoisses. Dans certains Ministères, après 1984, ce n'était pas l'ange qui parlait mais l'écho de voix anonymes et cyniques réputées venir des cabinets : "la liquidation des bastions nous débarrassera des syndicats encombrants (c à d la CGT)". Un peu après j'entendrai des hommes politiques à droite comme à gauche se réjouir : "nous avons tourné la page de l'industrie".

J'ai aussi entendu dire – et c'est aussi mon point de vue – que les gilets jaunes sont les enfants perdus de la gauche et des syndicats. La CFDT s'est "gentrifiée" notamment dans le champ des responsables. La CGT a perdu ses bastions et devient une organisation du secteur public et assimilé. FO que l'on voit dans le tertiaire désormais n'a pas cependant une grosse implication dans le privé. En fait, les syndicats sont présents chez les fonctionnaires, dans le secteur public, électoralement dans les entreprises du CAC 40 : comme nous l'avons écrit

maintes fois, "**ailleurs c'est le désert syndical**" (voir Tribune en annexe : où sont passés les syndicats ?).

C'est probablement dans "ce désert" que se situe la majorité des Gilets Jaunes, un désert créé par un climat exogène et des pratiques endogènes ...

Gilets Jaunes – Caractéristiques

Le gilet	Le drapeau d'un collectif hétérogène (unifié ?)	Remplace le drapeau idéologique (unifié ?)
Plutôt les actifs	Les retraités moins nombreux plutôt sur les ronds-points La convivialité des ronds-points	Plutôt des salariés, des indépendants, le Peuple de France (Pascal Perrineau)
Plutôt Jeunes	Les quadras (moyenne 44 ans)	C'est rare dans nos manifestations
Hommes/Femmes	Femmes nombreuses, impliquées et leaders F.	Presque = femmes / population totale
Sociologie	Employés sur représentés indépendants = mais ▲ Représentation globale ouvriers légèrement sous-représentés. Cadres fortement sous-représentés	Employé(e)s les mieux représentants mais en augmentation
Origine sociale	Origine populaire	Notamment les femmes
Diplômes et cursus	Beaucoup de CAP/BEP Beaucoup niveau BAC (10 % BAC + 4) (études supérieures)	Vulnérabilité face aux changements, Quelles filières ? Quels débouchés ?

Gilets Jaunes / les Pauvres / La Petite Bourgeoisie (nouvelle ou traditionnelle)

Je constate une assez grande concordance entre mon approche et celle de Dominique Taddéi, mais il est plus parlant d'utiliser des concepts précis ; comme le fait Taddéi :

- Pour Taddéi, les gilets jaunes se situent totalement dans l'échelle des déciles, **D3, D4 et D5** (voir encadré page suivante).
- Pour l'Observatoire des Inégalités, ce sont **les couches populaires plutôt que les couches moyennes**, ils font partie des 30 % qui disposent des plus faibles revenus.
- Pour Taddéi : **ce sont des catégories en voie de paupérisation** :
 1. **relative** (stagnation du pouvoir d'achat)
 2. **absolue** (coût logement, taxes, CSG)
- Taddéi les définit en les distinguant "**des couches précarisées**" (c'est son vocabulaire), D1, D2 comme de **la Petite Bourgeoisie** (c'est aussi son expression).
- J'ajouterai : "ils sont invisibles", ou plutôt, ils étaient invisibles". Le mouvement leur a rendu la visibilité.

Les Français, les gilets jaunes et l'individualisme

Les Français seraient gagnés par l'individualisme. On les dit réfractaires à l'impôt et à la solidarité. Mais de quels français parlons-nous ?

D'abord, concernant le diagnostic, **78 %** des français trouvent la société française **injuste** et **28 %** la qualifie de **très injuste** (33 % chez les gilets jaunes). Une forte majorité (**63 %**) considère que la "**réussite sociale est jouée d'avance**" ... c'est du Bourdieu réchauffé par Lasaire ? Et bien non, c'est "le très correct" et "strictement correct" Institut Montaigne qui donne ces chiffres.

Les Français sont critiques sur l'impôt (et les taxes), surtout son utilité (et sans doute la visibilité). Ils sont 65 % à penser que l'impôt profite "au système" beaucoup plus qu'à eux ... Mais à l'inverse ils sont **81 %** à déclarer **être prêts à payer plus** si l'impôt sert à lutter **contre la pauvreté, pour la santé, contre la pollution, et ... pour un meilleur système éducatif**. Individualistes ? De qui parle-t-on ?

Plusieurs coups de sonde chez les gilets jaunes ont montré qu'ils ne cherchaient pas de bouc émissaire (la question de l'immigration n'est pas venue) qu'ils avaient le souci des plus précaires, des retraités pauvres.

Médiapart, mais aussi Le Monde, ont plusieurs fois fait justice à certaines rumeurs ou déclarations de haut niveau. Tous les grands mouvements sociaux ont fait l'objet de dénigrement ...

Classes sociales (classes et couches sociales) selon les revenus^{3 4}

La place des gilets jaunes dans la structure sociale

Les Déciles le montant cité indique le plafond du décile	Les catégories	Quelques précisions
Décile 1 (12 930 €) Décile 2 (16 660 €)	Les pauvres et les catégories précaires	Catégories aidées
Décile 3 (20 190 €) Décile 4 (24 290 €) Décile 5 (28 740 €)	Les couches populaires Vulnérables aux risques (mondialisation, digitalisation, emploi), Gilets jaunes (moyenne par couple = 20 400 €)	"les fins de mois difficiles", "le reste à vivre ?" quand on a payé les charges fixes. en voie de paupérisation.
Décile 6 (33 640 €) Décile 7 (39 260 €) Décile 8 (46 880 €) Décile 9 (59 900 €)	La petite bourgeoisie et les classes moyennes Dispose de revenus supérieurs mais fortement soumis à contribution , réseau relationnel, niveau culturel. La plupart "mieux armés" pour faire face aux risques de changement.	Supporte l'effort fiscal et la redistribution Sentiment de baisse de pouvoir d'achat pour les moyens/moyens.
"les grands gagnants" : les 1 %, soit les 10 % des 10 % les + riches.	L'écart n'est pas entre les 10 % les plus riches et les 10 % les plus pauvres, voire les 30 % les plus pauvres. L'écart se situe entre les 1 ou 2 % les plus riches et les autres, en particulier les 30 % les plus pauvres. Le pouvoir d'achat net/net stagne, parfois régresse, celui des dividendes des actionnaires du CAC 40 augmente en moyenne de plus de 9 % en 2018 ; la France record man !	

³ Une classe sociale bien sûr ne se définit pas seulement en fonction de ce critère, mais aussi de la place occupée dans la pyramide sociale et dans l'économie. Elle se définit aussi par le niveau scolaire, les diplômes et l'héritage (Bourdieu) en particulier l'héritage culturel (au sens large) et relationnel. La France a le système éducatif le plus inégalitaire (exclusion / élitisme).

⁴ D'ailleurs après redistribution, la France a le système le plus égalitaire en matière de répartition des revenus (sauf pour les plus riches).

II) D'OÙ VIENT LE PHÉNOMÈNE DES GILETS JAUNES ? COMPÉTITIVITÉ / INSUPPORTABILITÉ ?

Macron a raison sur ce point : c'est un phénomène qui prend sa source en amont. Sans doute déjà dans les déceptions qui ont suivi l'élection de Mitterrand, plus précisément lorsque la gauche s'est lancée dans de grandes restructurations, ouvrant ainsi la voie à des licenciements collectifs majeurs et à l'installation d'un chômage de masse. Cette politique amorcée sous l'angle du pragmatisme, a été confirmée et théorisée lors du 2^{ème} gouvernement issu des élections, celui de Laurent Fabius en 1984. Théorie ou Crédo ? Plutôt un Crédo dicté par l'abandon de toute ambition : "moderniser, rassembler" qui a fait dire à Edmond Maire (je lui avais soufflé la formule) "Fabius ? C'est le social libéralisme". En fait, c'est l'intégration d'une défaite idéologique (sans alternative ambitieuse) et le ralliement au courant néo libéral⁵. Celui-ci, venu des Etats-Unis (les "Chicago" Boy's) a traversé l'Atlantique, dans les années 1970, pour rallier le U.K, traversé la Manche pour imprégner progressivement certains pays (La France) sans pouvoir conquérir le continent qui faisait de la résistance (l'Allemagne). Mais, les social-démocrates au pouvoir, en échec face aux tendances dominantes, sont devenues progressivement les relais du libéralisme : Fabius, Blair, puis Schroeder, etc, etc ... Comme l'avait annoncé le représentant de l'IG Métall (Schaeur) à la première biennale : "Si, faute d'une stratégie syndicale commune, nous (les allemands) passons à la moulinette, tous les pays passeront aussi à la moulinette". La chute du mur de Berlin a redonné de l'espace aux démocraties mais elle a rendu, moins risquée, l'offensive libérale. La gauche, les politiques n'ont pas voulu, ou n'ont pas pu arrêter, la moulinette ... ont-ils été complices ou impuissants ? Dans les deux cas, l'électeur, lui, se sent floué et frappé d'impuissance puisque que son vote ne change rien à la voie choisie.

A – le Mouvement des Gilets Jaunes remet de fait en question le nouveau modèle économique qui s'est installé partout dans le monde : **Le capitalisme financier libéral** qui produit mécaniquement **des inégalités sociales en privilégiant structurellement le capital** (les **actionnaires** et ceux qui leur apportent les rendements escomptés) au détriment du travail, c'est-à-dire des salariés. Ce qui pose deux questions :

- Le caractère choquant des inégalités va-t-il remettre en cause "**la supportabilité sociale**" ... et spatiale" de ce mode de développement ? **l'insupportabilité sociale et spatiale** risque d'être explosive si les victimes du système sont condamnées à payer le prix fort du sauvetage de la planète ? Cette insupportabilité constitue désormais le pôle opposé de "compétitivité".
- **Le dysfonctionnement de la répartition des richesses et l'exclusion d'une partie de la main d'œuvre** disponible par "**la révolution**" (le mot est-il approprié ?) **technologique** déstabilisent profondément les mécanismes de développement avec les N Technos ...

⁵ Voir Note Lasaire "les racines de la crise" par André Gauron.

- Encore faut-il qu'elle soit adaptée à une "demande" équivalente. Celle-ci est largement conditionnée par la rémunération du travail et le partage primaire des richesses. Lorsque "la fuite en avant" permise par l'extension du modèle à toute la planète aura atteint ses limites, si le modèle a réussi à se maintenir, comment le système pourra-t'il survivre à cette forme de "cannibalisme" ? En attendant de restructurations en restructurations, le potentiel industriel s'affaiblit, les entreprises changent de pavillon, parfois de façon obscure (Général électrique/ Alstom énergie) les règles de la gouvernance appliquées dans l'union européenne pénalisent les entreprises françaises et européennes et sont impuissantes à réguler la pénétration des géants économiques et technologiques qui sont basés sur les grands porte-avions des grandes puissances (USA, Chine). En fait la digitalisation met surtout en cause la nature des emplois, les capacités d'adaptation beaucoup plus que le volume des emplois, telle est en tout cas l'analyse dominante chez Lasaire.

B – Mais les Gilets Jaunes remettent en cause le modèle politique et démocratique

et de la France en particulier : ils ne sont pas les premiers à déceler et mettre en lumière les insuffisances et les carences de la démocratie représentative. Les réflexions très anciennes dans la CFDT, sur la crise du syndicalisme débouchaient toujours sur une analyse plus générale de la crise de la "**représentation collective**".

Après la défaite de la gauche en 1993 je crois, **de nombreux clubs et cercles** parisiens – dont le réseau ICARE dont j'étais à l'origine⁶ **avaient pointé le problème** et se sont montrés très actifs jusqu'en 1997 ! Dissolution, Jospin Premier Ministre, nos amis à Matignon, ou au Ministère du travail, et dans les cabinets, il a suffi de ce vol d'hirondelles pour croire au retour du printemps ! Nos réunions se sont vidées de leur substance ! Mais le printemps, malgré l'embellie n'est jamais revenu.

Comment ne pas parler aussi "d'Agir", créé par Martine Aubry – et dont j'ai été l'un des protagonistes, tous étaient alors, au début des années 90 convaincus de la profondeur de **la crise de la gauche** qui affectait aussi bien **au contenu des politiques que le mode de fonctionnement des politiques**. "Agir" a mobilisé des forces importantes de la société civile et les "orphelins" du PS (je parle en particulier d'anciens ministres et députés qui participaient à "Agir"). Ils trouvaient là un refuge pour survivre pendant une "longue" traversée du désert. Mais le bon score de Jospin à la présidentielle de 95 et la dissolution ont eu raison aussi de cette initiative. La traversée avait été, croyaient-ils, plus courte que prévue.

⁶ Depaquit, Taddei, Wasserman, Herzog, Cohn Bendit (l'ainé), Braouzec, Viveret, etc ...

Dans ces cercles "parisiens", (nous en avons dénoncé le parisianisme), des questions aussi crues que celles des Gilets Jaunes étaient posées. La démocratie a besoin **d'un nouveau souffle** et celui-ci par un profond renouvellement : certains évoquaient l'Agora de la démocratie athénienne, beaucoup la démocratie directe, et bientôt, c'est l'exemple de "Porto-Alégre" qui tient lieu de référence.

Enfin certains historiens ne manquent pas de faire le parallèle avec la révolution française, avec la frange populaire de 1789.

Comme dirait le vieux : la transformation profonde des infrastructures (révolution des N.T.I.C) provoquera nécessairement celle des superstructures : les institutions, les rapports dirigeants / dirigés, le mode de gouvernance... Qu'en résultera-t-il ? No lo se.

C – La critique des élites

Personnellement je ne suis pas, par principe, hostile à la reconnaissance des élites. Mais, comme je l'avais écrit en 2001⁷, **nous devons sans délai modifier le rapport entre le peuple et les élites, les dirigés et les dirigeants** et bien sûr, **combattre le "verticalisme descendant"**. C'est d'ailleurs sur ce point que s'était cristallisé mon désaccord avec le groupe Notat, dans la CFDT, et non sur les questions idéologiques (cf. ma dernière intervention au CCN). En fait, les syndicats connaissent la même crise que les partis, même si le taux de rejet est plus faible. Ma deuxième critique porte sur le système de **production des élites** et, en définitive, le système de **production des compétences** : c'est toute la société française qui est hiérarchisée : à défaut de classes, parlons de castes. Tout le système privilégie le diplôme, la filière suivie, le rang de sortie (X, ENA, etc ...) au détriment de l'expérience acquise tout au long de la vie. D'autant que cette sélection est marquée par la précocité (quel est ton cursus, quel est ton rang ?).

Le système est endogamique particulièrement perméable à une pensée unique, uniforme, et transmetteur de cette pensée, appauvrie, par le manque de substance et de diversité. Il est fermé et réservé aux "héritiers" (cf. Bourdieu). Cette caste est aujourd'hui détestée en tant que caste. Il est souvent question de l'ENA, Edmond Maire déplorai le caractère monocolore de ces élites.

Dans les grandes entreprises françaises, la caste des polytechniciens est souvent dominante. La SNCF en a longtemps été la caricature : au sommet les polytechniciens sortis dans la botte (à 25/28 ans), ensuite les polytechniciens moins titrés, après les grandes écoles hors Polytechnique, enfin les "manants". De même, pour l'ENA, les grands corps d'Etat, l'Inspection des "Finances", le Conseil d'Etat, la Cour des comptes... Cette noblesse d'Etat qui doit ses titres et sa reconnaissance à un "cursus" fortement prédéterminé par l'origine sociale. Un rang acquis une fois pour toute à l'âge de 25 ans sans qu'aucune expérience professionnelle ne l'aie validé.

Mais en fait, les élites sont reconnues, acceptées, tolérées, supportées tant qu'elles répondent aux exigences qui justifient leur existence. La persistance d'un chômage massif, le

⁷ "Gouverner sans le peuple" publié en 2001, écrit en hiver 2001, Jospin était au zénith dans les sondages.

recours incessant à des sacrifices (licenciement, baisse de pouvoir d'achat, et surtout l'incertitude de l'avenir, "l'insécurité sociale" permanente ont ruiné le crédit de notre classe dirigeante : le parallèle peut être établi avec les précédents historiques.

La gauche française n'a pas su profiter des opportunités (dixit A. Gauron) pour ouvrir son système et créer une social-démocratie "à l'allemande", en intégrant dans ses cadres des dirigeants issus du monde ouvrier et des couches populaires. Du coup, gauche et droite ... c'est le même système, comme le système produit sa propre pensée (unique) il n'est pas étonnant que progressivement ils soient mis dans le même sac.

Par ailleurs la crise idéologique a plus ou moins tari, en tout cas restreint les sources des élites sorties de l'éducation populaire : les mouvements laïcs, les Jeunesses Communistes, la Jeunesse Agricole Chrétienne qui a formé des cadres syndicaux paysans et approvisionné les deux confédérations. La Jeunesse Ouvrière Chrétienne ou la Jeunesse Etudiante Chrétienne dont sont issus de nombreux dirigeants syndicaux ou universitaires ont connu et connaissent une crise qui percute la société globale. A cela s'ajoute le mode d'insertion des jeunes dans la vie professionnelle. Ils enchaînent CDD, Intérim, chômage avant de se poser. Les jeunes se syndiquaient à 15 ans puis à 16/17 ans (BEPC). Ils ont souvent plus de 30 ans aujourd'hui quand ils signent leur premier CDI !

D – La société française fracturée

La fracture entre le haut et le bas n'a pas seulement produit une coupure profonde entre les "travailleurs pauvres" ou paupérisés et les "gagnants" mais une série de fractures. Celle dont on ne parle pas aujourd'hui est celle des banlieues où se retrouvent les "relégués" des villes et du travail. Les taux de chômage y sont 2 ou 3 fois supérieurs à ceux des métropoles, les personnes qui vivent sous le seuil de la pauvreté y sont beaucoup plus nombreuses, une partie importante est issue de l'immigration. A cela s'ajoutent l'échec scolaire, ou les difficultés scolaires, le manque de services publics (cf. rapport Sueur) et l'insécurité dans les zones de non droit. Une partie de ces problèmes tend à se retrouver dans certains centres villes qui ont subi une paupérisation liée à la désindustrialisation, puis à "l'exode" des couches moyennes en recherche de logements moins vétustes. Les zones pavillonnaires périphériques sont aussi le produit de la vétusté – ou des coûts exorbitants ou contraire – de l'offre locative urbaine.

Cette population des banlieues on ne l'entend pas, actuellement elle est silencieuse. Les populations originaires d'Algérie, arabes, kabyles, musulmanes de religion ou de culture se sont tuées suite aux attentats et aux manifestations de protestation qui ont suivi. Elles se sentent stigmatisées. Elles vivent dans l'inquiétude. Mais en fait, il faudrait distinguer ceux qui sont bien intégrés socialement et professionnellement qui réagissent plutôt comme les "Gilets Jaunes" et pour certains "comme les gagnants". Mais ceux qui souffrent de handicaps ou de discrimination et qui constituaient "l'armée de réserve des voix de gauche ou des voix républicaines" aux élections se mettent en retrait. Ce n'est pas bon signe. L'Etat et les collectivités doivent pratiquer des politiques d'ouverture et de réponse aux besoins pour lutter contre la tentation du repli.

Enfin les couches moyennes supérieures aujourd'hui réagissent parfois de façon négative, voire agressive face aux mouvements des Gilets Jaunes : ils veulent "faire les soldes" tranquillement, payer moins d'impôts, profiter de leur statut ; certains choisissent le Foulard Rouge pour exprimer leur indignation. Mais on ne peut parler de fractures, tout au plus de lézardes ou de "fendards" comme on dit à St Etienne ... Par contre, Françoise Fressoz (Le Monde) parlait d'une 3^{ème} fracture : "ceux, parmi les plus riches, qui trichent pour échapper à l'impôt" et comme elle le dit très bien, " qui ne font plus nation".

Pendant longtemps, il était fait appel à la cohésion sociale. Elle n'existe plus. **La recomposition de ce tissu social – base de la démocratie – constitue un enjeu majeur.** Je n'évoquerai pas "l'intérêt général" – car c'est toujours l'intérêt des classes dominantes qui se drape dans cet habit – mais au contraire, partant d'intérêts spécifiques, souvent divergents, de la nécessité **de rechercher et de proposer les termes d'un nouveau compromis social et sociétal qui permettrait de reconstituer ce tissu social.** Malheureusement, les acteurs de ce compromis ne sont plus ceux d'hier, car la financiarisation a tout emporté. L'exemple de Sanofi paraît révélateur. Hier son PDG disait porter "des bretelles bleu, blanc, rouge" et, en privé s'inquiétait à l'époque de Sarkozy, de la suppression de l'ISF qu'il jugeait comme un acte provocateur (comme il avait raison) alors que son successeur envisageait de mettre le siège de Sanofi à Los Angeles ... Autre temps, autres mœurs. L'ancien PDG était le témoin d'une époque mais aussi d'un cursus peu commun en France : il avait travaillé comme ouvrier chez Renault !

Par ailleurs, les forces organisées de la société civile paraissent aujourd'hui tellement institutionnalisées qu'elles paraissent impuissantes à prendre en mains un tel projet. Qu'en sera-t-il des débats et du jeu conflictuel et propositionnel engagés désormais dans les manifs et le grand débat ? Le politique est-il en capacité de le faire ?

Malgré le débat public, la politique et l'attitude de Macron relèvent davantage d'un autoritarisme naissant, d'un bonapartisme en costume de ville, que d'une volonté réelle de compréhension profonde, d'écoute, de dialogue, de tricotage de ce nouveau tissu social, ou plutôt, de co tricotage de cette tunique. Plus globalement, les classes politiques, devenues des relais de ce capitalisme financier ont tendance, face aux refus des populations à passer en force ! N'est-ce pas le lot des "bourgeoisies comprador" (cf. Poulantzas) qui ont régné et qui règnent encore sur le continent américain ?

La véritable dérive autoritaire, je le crains, se situe au cœur même du système en place. Le paradoxe c'est qu'il se nourrit de la peur de l'extrême droite. Hier, aujourd'hui, demain, Macro-léon peut gagner ...

III) SORTIR PAR LE HAUT ... ENSEMBLE

Sortir ensemble par le haut nécessite une répartition plus égale des richesses (fiscalité, pouvoir d'achat, privilège, fraude), mais aussi du pouvoir. Là nous nous situons sur le plan national, il n'appartient qu'à nous – mais c'est un combat difficile – de modifier les rapports de pouvoir. Mais la question la plus difficile à résoudre serait celle **"d'un bloc alternatif"** au pouvoir. **En 1968, la classe ouvrière était visible, reconnue. Elle était idéologiquement**

divisée mais sociologiquement unifiée. Autour d'elle, l'organisation du travail amalgamait des couches d'employés, de fonctionnaires d'entreprises du tertiaire. Aujourd'hui la société est fragmentée ...

Concernant le pouvoir et l'expertise, deux visions à écarter d'emblée :

- 1) L'une consisterait à penser qu'il suffit de changer les règles pour que "l'égalité" qui figure aux frontons de nos mairies soit respectée. Ce serait nier l'existence d'une "division sociale du travail" (ceux qui dirigent, ceux qui exécutent, ou encore "ceux qui pensent", "ceux qui font bouillir la marmite"). L'égalité n'efface pas les rapports de pouvoir qui sont fondés, disons, sur une certaine "expertise". Les expériences fondées sur la non reconnaissance de cette "expertise" se sont retournées contre ceux qui devaient en être les bénéficiaires.
- 2) L'autre, à l'inverse, se retrouve dans la formule souvent opposée à nos projets : "si cette idée avait été praticable, nous l'aurions retenue et l'aurions mise en œuvre. Nous ne nous avons pas attendu pour y penser". C'est aussi l'affirmation de la démarche déductive contre la démarche inductive. Les deux sont nécessaires. Un étudiant, en stage ouvrier, rapporte : "les ouvriers disent que cette modification voulue par "nos ingénieurs" va droit dans le mur". L'étudiant : "pourquoi vous ne le dites pas ?" Réponse : "on nous demande jamais notre avis". Autre exemple, dans la capitale des boules de pétanque, un ouvrier propose à son patron "M. Deville" une fabrication révolutionnaire : "la boule intégrale" (la seule qui survit aujourd'hui). Le patron appelle son ingénieur. Tous les deux conviennent qu'un ouvrier ne peut avoir inventé une boule "révolutionnaire" (innovation de rupture). E conduit, l'ouvrier trouve des capitaux, crée une entreprise "la Boule Obut" qui coule "M. Deville" et tous les concurrents ... cette entreprise existe toujours à St Bonnet le Château (Loire). Nous avons besoin **de mixité, de pluralité d'approches**. L'ancien Maire de Dunkerque trouvait un grand changement regrettable, depuis que les Préfets n'avaient plus deux avis : X Pont et X Mines. Pourtant c'était encore du XX (XX L oui, plutôt XXL).

Changer la situation exige une véritable révolution dans l'éducation qui produisait des effets à long terme, sans la négliger, il convient de trouver des réponses à plus court terme, exigeantes pour les deux "pôles" considérés.

Changer le regard sur l'expertise, c'est peut-être déjà apprendre à ne pas se laisser dominer par l'expertise. Quand on fréquente un peu les maîtres d'ouvrage, on mesure le chemin à parcourir. Pour les citoyens, ce chemin constitue un écart qui nécessite des moyens pour être comblé. Il préconise, plutôt en amont, des consultations, des débats, des éclairages. Les conseils de développement produisent souvent des avis intéressants. Malheureusement, ils ne sont pas suivis d'effets (rarement) et ils ne font pas l'objet d'une appropriation ni par les citoyens, ni par les corps intermédiaires, le plus souvent. Ceci explique cela ...

Lorsqu'un particulier a un conflit d'intérêts (individuels) avec une commune ou avec l'Etat, il peut saisir le tribunal administratif. Lorsqu'un conflit d'intérêts entre un groupe privé et les intérêts d'une collectivité, le citoyen est impuissant ... Dans l'affaire Général Electric / Alstom, quand les rumeurs de corruption dans des attributions de marchés publics circulent, le citoyen – les collectifs de citoyens – n'ont pas les moyens d'investiguer, de se faire une opinion, de la rendre publique, moins encore de moyens pour la contester. Pourtant il s'agit d'un bien national ou local ... **On pourrait s'inspirer des droits existant, avant les réformes Macron, dans les entreprises. Des droits qu'il faudrait étendre et non restreindre. En particulier pour analyser "la pieuvre" (les grandes multinationales) il faut des pouvoirs d'investigations étendus.**

Les citoyens qui signeraient **une demande collective d'audit** (le pourcentage nécessaire pour déclencher la procédure serait calculé en fonction du champ concerné) pourraient **déclencher une procédure dont ils conserveraient le contrôle**. L'audit pourrait être "porté" soit par un collectif organisé ad-hoc, soit "domicilié" dans un conseil de développement ou le CESER ou le CES. Dans tous les cas **le collectif déclencheur devrait être associé à la démarche**, tenu informé, appelé à discuter l'évolution et les conclusions de la démarche. Concurrément ou de façon complémentaire, **des citoyens pourraient s'investir dans l'audit**.

Enfin, s'agissant des contrôles officiels, il faudrait **mettre un terme à ces contrôles endogamiques, changer les modes de désignation dans les conseils d'administration, supprimer le pantouflage**, en particulier pour les Hauts Fonctionnaires de Bercy.

Comme le disait XY, ces gens de la très haute fonction publique sont davantage investis dans le métier qu'ils exerceront demain, que dans celui qu'ils exercent aujourd'hui. Dans ces situations, comment réduire l'optimisation fiscale et la fraude ? Comment ne pas être indulgent aujourd'hui avec ceux dont je ferai partie demain ?

A quoi ressemble un pays rongé par le chômage et les inégalités, fracturé par les divisions porteuses de violences, opposant les gagnants et les perdants, disposant d'un système politique autoritaire et anxiogène ? Face à des populations qui veulent plus de démocratie, qui revendiquent le droit d'être acteurs ... quel serait l'effet de réponses violentes ou manipulatoires, d'atavismes et de confiscation du pouvoir ?

Les réponses sociales et économiques se situent certainement au niveau de l'UE ou de la zone euro. La mise en place de nouvelles régulations, politiques ou socialement négociées, face aux puissances continentales qui dominent la mondialisation sous couvert de libéralisme, ne peut se faire ni seulement au niveau mondial (ONU, BIT/OIT, etc ...), et encore moins au niveau national.

La gouvernance de la zone euro – domination idéologique, économique de l'Allemagne, et, son corollaire, la règle de l'unanimité – prive l'Europe d'une direction politique et cette privation rend l'Europe non démocratique. Mais le caractère idéologique des blocages et les divergences d'intérêt rendent les avancées impossibles par la voie politique. Je ne

rappellerai pas les propositions et préconisations de Lasaire ou de la CES⁸. J'invite à la réflexion sur le comment : avec qui, avec quelles forces, provoquer "une refondation de l'Europe".

La chose peut paraître utopique, mais cette formule avait été lancée par un homme sérieux, lors d'un pot de la FES. Cet homme, sympathique et chaleureux, était Premier Ministre quelques semaines avant cette petite fête ... Mais, j'incline à croire que cet objectif ne peut être atteint que s'il est partagé par les forces vives – et les citoyens – de nos pays car il faudra l'imposer aux politiques. Ceux-ci ont conscience du danger, du péril, du péril jaune parfois !

Les succès des Verts, en Allemagne par exemple, peuvent aussi favoriser particulièrement des évolutions. Le Jaune, le Vert plus peut-être que le Rouge. Sinon ce peut-être le Gris ou les solutions institutionnelles autoritaires.

Autre objectif prioritaire susceptible de fédérer les politiques européennes : la lutte contre le réchauffement climatique ; sujet vital au sens stricte du terme. Un impôt, socialement juste, sur le CO2 européen, une politique de financement des investissements appropriés, des normes environnementales exigeantes.

Ainsi, à titre d'exemple, pour compenser le CO2 produit par les élevages, outre une politique de restriction volontaire de la consommation, l'UE devrait exiger que les éleveurs fassent des cultures équivalentes pour absorber le CO2 des élevages (ex sommaire : 1 hectare cultivé pour une vache ou pour X kilos de viande).

Pourquoi ne pas réfléchir avec notre réseau européen à la question, en particulier avec des allemands issus des syndicats ou dirigeants de syndicats ? Verdi, sans jeu de mots, est un peu Vert ... pourquoi ne pas mener cette réflexion avec la Fondation "Ebert" ? Dans un cadre non institutionnel ? Une réflexion entre européens influents, dans un cadre non institutionnel et une recherche de mobilisation des citoyens pourraient à terme faire bouger le paysage.

CONCLUSION (provisoire)

Les gilets jaunes remettent en cause le modèle néolibéral financier et le système démocratique actuel. Ils ne sont pas les seuls et pourtant ils sont isolés. "La fragmentation" des forces qui ont intérêt à changer le modèle constitue l'obstacle principal. Bien sûr les gilets jaunes ne sont pas porteurs d'une alternative. Celle-ci est liée à la conjonction des forces ici dispersées. La recherche de cette conjonction est en soi un facteur de constitution d'une alternative, comme le sont aussi les avancées dans le diagnostic et la recherche d'une alternative. Les deux – la recherche d'un rassemblement et celle d'une réflexion alternative – se renforcent mutuellement. A partir de cette recombinaison, une recherche d'alliances plus large serait possible autour du "long terme", car la vision à "long terme" intègre forcément l'environnement, le partage des richesses et du pouvoir.

⁸ Voir Trentin

Il n'est pas étonnant que toutes les forces qui veulent maintenir ce système profondément inégalitaire se déchaînent pour que souffle le vent de la division ... Il n'est pas étonnant que l'on retrouve ici les mêmes rumeurs, les mêmes mensonges, parfois les mêmes mots pour discréditer à priori des gens qui portent la souffrance sociale et qui se redressent pour lutter. Eux ils ont vu le danger que constituerait un rapprochement fixé sur la compréhension, le déferlement des oppositions, la mise au clair d'acquisitions et d'intérêts communs.

Les visions financières, les conceptions dominatrices, les politiques d'humiliation sont dictées par des divergences d'intérêts profondes et rendues possibles par la myopie de ceux qui les pratiquent car elles créent des situations explosives non seulement en France et en Europe mais partout dans le Monde, en particulier chez les peuples qui se sentent humiliés par cette mondialisation exempte de principes, voire contradictoire avec les principes affichés. Les Kurdes ont vaincu Daech, mais la guerre de civilisation initiée par Bush, 20 ans après, n'est pas terminée et continuera de faire des dégâts.

Annexe I

Macron va-t-il raviver la lutte des classes ? Ou provoquer la révolte du Tiers Etat ? Le point de vue, à peine trafiqué, d'un grand milliardaire.

La lutte des classes, bien évidemment, c'est un oripeau des manifestes ouvriéristes du XIX^e siècle, qu'en pensent les gens modernes ? Qu'en pensent les milliardaires ? A tout hasard je pose la question à Warren Buffet, l'un de nos sympathiques milliardaires américains :

"Il y a une lutte des classes évidemment", il a dit évidemment. Je n'en reviens pas. Ma parole, il n'a pas fait science po ! Mais écoutons la suite "... mais c'est ma classe, la classe des riches qui mène la lutte ...". Un riche qui doit être riche et qui ne parle de ses impôts, je rêve : "c'est ma classe qui mène la lutte. Et nous sommes en train de gagner..." C'est ma classe qui mène la lutte ... c'est donc vrai ! Ce n'est pas l'exigence du marché mais du marchand, ce n'est donc pas dans la nature des choses", c'est bien un combat des riches contre les pauvres. Il est mené bien sûr avec l'assentiment d'une partie de la population, une partie de moins en moins grande ; les morceaux qui tombent de la table des puissants n'arrivent plus à combler les appétits des moyens, des gros moyens, des petits gros, ils sont trop nombreux !

"Nous sommes en train de gagner" c'est ma foi vraie. La révolution libérale partie de Chicago il y a 50 ans a gagné les rives de l'Europe, l'Asie (la Chine est un de ces cas intéressants de Libéralisme, Etatique autoritaire) les rivages de l'Afrique, elle pénètre profondément l'Europe continentale". Alors, l'incontinence libérale est-elle sans limite ? "Quand les peuples croient avoir tout perdu, ils n'ont plus rien à perdre" disait le grand philosophe Lapalisse.

Le peuple gronde, ce n'est pas bon ça ! Et si Lapalisse avait raison ...

Annexe II

Mais ... où sont passés les syndicats ?

Les gilets jaunes ont effacé la présence syndicale. Pourtant la voix de Laurent Berger a trouvé un écho réel dans le pays. Preuve que les syndicats ont encore des idées ... Pourtant aussi les manifestations syndicales sont nombreuses et les cortèges ne sont pas ridicules. Preuve que le mécontentement est réel ! C'est d'ailleurs ce qui explique le large soutien que l'opinion publique a manifesté pendant longtemps envers les gilets jaunes.

Bien sûr je pourrai mettre en exergue l'opposition entre ceux qui parlent et ceux qui descendent dans la rue, mais ce n'est pas mon propos.

Je constate que les syndicats n'ont pas réussi à capter la colère des petits retraités et des salariés qui n'arrivent plus à boucler leur fin de mois. L'évolution comparée des grandes élections professionnelles montrent bien le recul de l'influence syndicale.

Selon moi, trois raisons expliquent ce déclin :

- 1) La première est mécanique. Les grandes restructurations, la liquidation de pans entiers de l'industrie, la transformation, la fragmentation, l'éclatement du salariat, l'abandon des territoires par la grande entreprise ont scié la branche sur laquelle les syndicats étaient "ancrés" depuis plus d'un siècle.
- 2) La deuxième raison est imputable à l'évolution des syndicats eux-mêmes. Ils ont trop souvent délaissé le terrain où se nouent les rapports avec les salariés pour se couler dans le moule institutionnel. Ou bien encore, pour d'autres, ils se sont raccrochés à des visions et des stratégies extérieures au champ syndical. Trop institutionnels et trop politisés, ils n'ont pas su renouer le lien avec les salariés et aujourd'hui ce lien doit être interactif ! Le verticalisme, les mots d'ordre, le prêt à penser, ça ne marche plus. Mais trop souvent la reconnaissance par l'Etat et le patronat s'est substituée à celle des mandats. C'est pourquoi la reconnaissance des salariés est la seule source de légitimité du syndicalisme.
- 3) Enfin, **les syndicats eux aussi sont jugés impuissants face aux menaces qui pèsent sur leur base.**

Le coût est énorme pour les syndicats mais l'abandon des facteurs et des lieux de régulation a un coût plus élevé encore sur le plan humain. Les conséquences seront lourdes pour nos sociétés pour l'avenir de l'Union Européenne et menaçantes pour nos démocraties.

Il faut vite remettre les acteurs et le gouvernement des hommes et des femmes au-dessus des lois du marché et de la finance.